

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

Tables de l'année

2007

Au sommaire :

Pagination des
rubriques du
"Droit Ouvrier" 2007
I

Table des articles,
notes, conclusions
et avis classés par
noms d'auteurs
II à VI

Table alphabétique
des matières
VII à XXVII

Table chronologique
de la jurisprudence
XXVIII à XXXII

DOCTRINE

Jean-Marc Béraud : Entretien annuel d'évaluation des salariés, consultation du CHSCT et déclaration auprès de la CNIL (rapport).

Daniel Boulmier : A propos de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 : *Modernisation du marché du travail* (art. 11 point 5) - Premières réactions aux mesures concernant la conciliation prud'homale.

Pascal Rennes : Mouvement syndical et droit du travail : interactions.

JURISPRUDENCE

voir notamment :

Délai de contestation par une CPAM de la qualification professionnelle d'un accident.

Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 2 mai 2007 - Note Patrick Leroy (p. 64)

Exercice d'une liberté collective par le salarié dans le cadre de sa vie personnelle, éviction du pouvoir disciplinaire et trouble caractérisé au sein de l'entreprise.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2007 - Note Jérôme Porta (p. 70)

L'appréciation de l'intégration étroite et permanente à la collectivité de travail du donneur d'ordres.

Tribunal d'instance de St-Germain-en-Laye 12 octobre 2007 ; Tribunal d'instance de Toulouse 19 novembre 2007 - Note Elsa Peskine (p. 73)

Indemnisation du conseiller du salarié licencié en violation du statut protecteur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 juin 2007 - Note Chantal Verdin (p. 80)

La mise à pied de nature conservatoire ou disciplinaire ne suspend pas le mandat.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 11 septembre 2007 - Note Inès de Blignières (p. 82)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social européen : Décisions sélectionnées et commentées par **Michèle Bonnechère**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Entretien annuel d'évaluation des salariés, consultation du CHSCT et déclaration auprès de la CNIL, rapport de **Jean-Marc Béraud**, Conseiller à la Cour de cassation 49
Annexe : LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX – Evaluation des salariés – Instauration d'un entretien annuel d'évaluation – 1° Incidence sur la rémunération – Incidences psychologiques ayant des répercussions sur les conditions de travail - Consultation du CHSCT (oui) – 2° Déclaration préalable à la CNIL – Nécessité d'établir le caractère automatisé du traitement.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 novembre 2007 53

A propos de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 *Modernisation du marché du travail* (art. 11 point 5) - Premières réactions aux mesures concernant la conciliation prud'homale, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail Université Nancy 2 54

Mouvement syndical et droit du travail : interactions, par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire 57

Jurisprudence :

ACCIDENT DE TRAVAIL – Connaissance de l'accident – Contestation par la Caisse – Délai de forclusion.
COUR DE CASSATION (2^{ème} Ch. Civ.) 2 mai 2007 64
Note Patrick Leroy 64

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Exercice du mandat – Temps passé – Feuille de présence – Accusation d'altération – Défaut de preuve – Temps consacré à l'activité juridictionnelle – Appréciation en conscience du magistrat – Relaxe.
COUR D'APPEL DE CHAMBERY (correc.) 12 septembre 2007 66
Note Patrick Batten, Avocat au Barreau de Lyon..... 68

CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Indemnité de fin de contrat – Montant – Réduction par voie conventionnelle en contrepartie d'un accès privilégié à la formation professionnelle – Condition – Nécessité d'une proposition individuelle.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2007 69
Note Gilbert Jacquemet, Défenseur syndical 70

CONTRAT DE TRAVAIL – Exercice d'une liberté collective – Participation à une manifestation publique – Trouble créé dans l'entreprise – Sanction disciplinaire (non) – Fonction du salarié et nature de l'entreprise.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 mai 2007 70
Note Jérôme Porta, Docteur en droit, IRERP, UMR 7029 71

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Electorat et éligibilité – Salariés des sous-traitants et prestataires – Intégration étroite et permanente à la collectivité de travail du donneur d'ordres (deux espèces).
Première espèce : TRIBUNAL D'INSTANCE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 12 octobre 2007 73
Deuxième espèce : TRIBUNAL D'INSTANCE DE TOULOUSE, 19 novembre 2007 75
Note Elsa Peskine, Maître de conférences à l'Université de Paris X, Nanterre 78

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Conseiller du salarié – Réintégration - Indemnisation.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 juin 2007 80
Note Chantal Verdín, Conseillère prud'homme 81

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Mise à pied – Nature conservatoire ou disciplinaire – Caractère indifférent – Mandat non suspendu – Entrave aux fonctions.
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 11 septembre 2007 82
Note Inès de Blignières, Avocate au Barreau de Paris 83

REMUNERATION – Fixation – Défaut d'accord des parties – Détermination unilatérale à discrétion de l'employeur (non) – Office du juge.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 octobre 2007 84

REPRESENTATION DU PERSONNEL – Unité économique et sociale - Détermination du périmètre – Caractère relatif (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 septembre 2007	86
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Conditions – Commercialisation des produits d'une marque – Changement de concessionnaire – Entité économique autonome (oui) – Poursuite des contrats de travail ordonnée en référé (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juin 2007	86
Note Arnaud de Senga	87
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Reprise d'activité par une personne publique chargée d'un service public administratif – Condition – Occupation du domaine public – Poursuite de l'activité (non).	
TRIBUNAL DES CONFLITS 18 juin 2007	88

Chroniques jurisprudentielles :

Droit social européen , extraits de décisions sélectionnés et commentés par Michèle Bonnechère , Professeur à l'Université d'Evry-Val d'Essonne.	
DIRECTIVE 89/391 du 12 juin 1989 – Amélioration de la santé au travail – Obligation pour l'employeur d'assurer la sécurité des travailleurs – Référence de la loi britannique au "raisonnablement praticable" – Manquement non démontré par la Commission – Régime de responsabilité sans faute non obligatoire.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 14 juin 2007	90
DIRECTIVE 1999/70 – Clause 4 de l'accord cadre sur le travail à durée déterminée – Interdiction de discrimination entre travailleurs à durée déterminée et travailleurs à durée indéterminée applicable au versement d'une prime d'ancienneté.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 13 septembre 2007	91
ARTICLE 49 TRAITE CE – Libre prestation des services – Détachement de travailleurs – Restrictions – Déclaration concernant le lieu d'affectation des travailleurs détachés.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 18 juillet 2007	91
DIRECTIVE 96/71 – Détachement de travailleurs de la construction dans le cadre d'une prestation de services – Droit de mener une action collective contre le dumping social – Protection des droits fondamentaux des travailleurs – Possibilité pour les organisations syndicales de tenter de contraindre au moyen d'actions collectives les entreprises établies dans d'autres États membres à négocier au cas par cas afin de déterminer les taux de salaire devant être versés aux travailleurs et à adhérer à la convention collective du bâtiment (non).	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (Grande Chambre), 18 décembre 2007	93



RPDS n° 753 - Janvier 2008

Au sommaire :

- Vérifications des listes électorales pour les élections prud'homales
- La retraite progressive
- Table décennale des articles publiés dans la RPDS (1997-2006)
- L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, il peut être commandé à :
NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches-en-Ouche

Prix du numéro : **6,20 € (+ forfait de 3 € par envoi).**

Abonnement : **65 € par an à NSA La Vie Ouvrière, BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.**

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : **www.librairie-nvo.com**